

Campagne électorale 2008



Quelle place pour les cégeps?

Qui pourrait prétendre que la campagne électorale québécoise bat son plein? Et c'est bien là le problème. La grisaille de l'automne québécois déteint sur une campagne qui tarde à réellement se mettre en marche. Résultat, de nombreux enjeux fondamentaux sont littéralement escamotés au profit d'on ne sait trop quoi. On conviendra de la nécessité que les candidates et candidats, peu importe leur allégeance politique, s'engagent à prendre position sur des questions préoccupantes comme le financement du réseau des cégeps et les réinvestissements à venir dans les collèges. Pour faciliter la compréhension de leurs positions respectives, voici un bref résumé des engagements des différentes formations politiques en matière d'enseignement supérieur et, plus particulièrement, envers le réseau des cégeps.

Les positions du Parti libéral du Québec (PLQ)

En prétendant axer la campagne électorale sur les priorités économiques, le dessein du gouvernement Charest était de tabler sur l'incertitude économique pour rallier une majorité à l'Assemblée nationale. Dans sa plateforme électorale *L'économie d'abord, oui*, le PLQ annonce quelques mesures touchant les cégeps dont le recrutement d'étudiantes et d'étudiants étrangers et des investissements dans les infrastructures des collèges. Le PLQ ne précise pas la hauteur des investissements qu'il préconise. Dans le chapitre de son programme intitulé « Investir dans le savoir et les compétences des Québécois », alors que des investissements sont annoncés pour l'éducation primaire, secondaire et universitaire, aucune mesure ne touche le réseau collégial.

Les engagements du Parti québécois (PQ)

Dans la section de sa plateforme électorale intitulée « L'éducation : la clé d'une société gagnante », le PQ fait état de ses orientations et de ses engagements. Pour le réseau des cégeps, la préoccupation d'assurer l'accessibilité sur l'ensemble du territoire québécois est présente. En plus de lutter contre le décrochage scolaire, le Parti québécois préconise de réinvestir en enseignement supérieur sans toutefois chiffrer cet engagement. On souhaite également tenir un sommet sur le financement de l'enseignement supérieur et réformer l'aide financière aux études. Finalement, il est proposé de revoir la structure de financement de l'enseignement postsecondaire en

région pour tenir compte de la réalité démographique, et ce, en misant notamment sur *l'utilisation des nouvelles technologies*.

Le programme de l'Action démocratique du Québec (ADQ)

Le programme de l'ADQ, intitulé *Le nouveau modèle québécois autonomiste, un plan pour défendre le pouvoir d'achat*, fait peu de place au réseau des cégeps. De fait, dans la perspective adéquate, la décentralisation vers les institutions et le renforcement de l'autonomie locale sont présentés comme les pistes d'avenir assurant le plein développement du système d'éducation au Québec. On ne trouve donc pas d'engagement précis en ce qui a trait au réseau collégial si ce n'est des orientations générales pour contrer le décrochage et pour rapprocher la formation professionnelle (...et technique) du milieu de travail.

Le plan de Québec solidaire (QS)

Québec solidaire propose un train de mesures permettant de réaliser la gratuité scolaire en éliminant entre autres les frais afférents dans les cégeps et de réformer le système d'aide financière aux études. QS s'engage également à réinvestir massivement dans les établissements d'enseignement postsecondaire pour combler le sous-financement actuel et à rémunérer les stages professionnels réalisés dans le cadre de la formation. QS prévoit enfin de nombreuses mesures pour recentrer l'enseignement sur l'apprentissage des connaissances.

La Coalition-cégeps lance un appel à toutes et tous

Interpellez les candidates et candidats de chaque parti et amenez-les à clarifier leurs propositions sur les réinvestissements à réaliser dans le réseau des cégeps.

La Coalition-Cégeps est composée des organisations suivantes : la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ); la Fédération des employées et employés des services publics (FEESP-CSN), la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES-CSQ) et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ); la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSQ) et le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ); la Fédération autonome du collégial (FAC), la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ), la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et le Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ).